Mme la présidente,

Depuis plus de six mois, les réflexions sur l'avenir de la DRFiP 59 étaient menées en très petit comité, sans aucune visibilité ni pour les collègues ni pour les contribuables.

C'est finalement le 10 juin, après moults atermoiements et volte-face, que le ministre Darmanin et ses laquais zélés, le directeur régional et ses administrateurs des finances, ont choisi de présenter leur « plan social » pour la DRFiP59.

Tous les services vont être touchés : plus aucune trésorerie mixte à l'horizon 2022, des restructurations/concentrations dans toutes les missions (contrôle fiscal, SPL, cadastre, fiscalité des particuliers et des entreprises…).

Pour les représentants des personnels au CHSCT du Nord, quand il s'agit de supprimer des implantations, des missions et des emplois afin de créer un service public « low-cost » il n'y pas de cogestion possible ! Nous exigeons, sans équivoque, le retrait immédiat et total du plan « Nouveau Réseau » dans le Nord.

Nous ne sommes pas dupes et les agents non plus : Affirmer « qu'il y aurait "plus de points de contacts en 2022 qu'aujourd'hui » est mensonger mais surtout malhonnête et ne vise qu'à masquer l'ampleur de la restructuration. Là où la trésorerie remplissait l'ensemble des missions, avec notamment celle essentielle de guichet de proximité ouvert à la population toute la semaine, on implantera des « accueils de proximité » pouvant consister en une simple permanence mensuelle qui s'éteindra rapidement de sa belle mort faute de visiteurs, d'ailleurs à ce stade, les lieux de ces « accueils de proximité » ne sont même pas arrêtés, ni leur plages d'ouverture au public.

Un tel projet va générer une vague sans précédent de Risque PsychoSociaux puisque le volet « gestion du personnel » du projet n'a même pas encore été évoqué et que donc chaque agent ne sait ni où il ni dans quelles conditions il va travailler dans les prochaines années. Pour notre CHSCT, qui n'a de cesse depuis des années de prévenir et combattre ces RPS, ce projet constitue aussi bien sur la forme que sur le fond une nouvelle provocation intolérable qui rend de fait impossible tout dialogue social apaisé.

C'est pourquoi, madame la présidente, nous ne siégerons pas lors de la séance prévue aujourd'hui.